

**FEUX DE FORÊT, ACCIDENTS DE LA ROUTE, NOYADES...**

# 3 000 interventions/jour pour les éléments de la Protection civile

**Depuis le 1<sup>er</sup> juin dernier, les éléments de la Protection civile ont effectué 3 000 interventions/jour, pour faire face aux différentes situations, dont la plus remarquable est celle relative aux feux de forêt.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon le colonel Achour Farouk, cette situation a mobilisé 20 000 agents de la Protection civile sur les 48 000 que compte l'institution. Selon la Direction générale des forêts (DGF), «durant la période allant du 1<sup>er</sup> juin au 5 juillet 2017, il a été enregistré 231 feux».

La même source a ajouté qu'une superficie de 1 079 hectares a été parcourue par les feux depuis le 1<sup>er</sup> juin jusqu'au 5 juillet 2017, et que le bilan provisoire de la Direction générale des forêts fait ressortir, durant la même période sus-citée, que 231 feux ayant parcouru une superficie totale de 1 079 ha se répartissent entre 426 ha de maquis, 394 ha de broussailles et 259 ha de forêts, soit une moyenne de 6 feux par jour et une superficie de 5 ha par foyer. Sur la même période de l'année 2016, il avait été

enregistré 155 feux ayant parcouru une superficie totale de 2 244 ha dont 676 ha en forêt.

Selon la Protection civile, qui a mobilisé près de 40% de son effectif pour venir à bout de ces incidents, il a été enregistré durant la semaine allant du 29 juin au 5 juillet 2017, 125 feux ayant parcouru une superficie totale de 653 ha, soit 344 ha de maquis, 177 ha de broussailles et 132 ha de forêts, soit une moyenne de 18 feux par jour et une superficie de 5 ha par foyer.

Au total, elles étaient une dizaine de wilayas qui ont été durement affectées par cette situation. Par ordre décroissant, on y trouve Sétif avec 324 ha pour 3 feux, Béjaïa (144 ha, 8 feux), Skikda (99 ha, 13 feux), Médéa (71 ha, 8 feux), Tizi-Ouzou (55 ha, 25 feux), Mostaganem (53 ha, 15 feux), Aïn Defla (43 ha, 11 feux), Batna (40 ha, 4 feux),

Sidi-Bel-Abbès (32 ha, 10 feux) et Mila (30 ha).

Cette situation qu'a connue l'Algérie en ce début de saison estivale, est révélatrice selon des spécialistes du constat amer que connaît le monde végétal dans notre pays.

Ces mêmes observateurs cités par la presse ajoutent, à ce sujet, que les «forêts ne sont pas bien gérées par les services concernés», d'où l'urgence pour «des actions concrètes qui doivent être menées de toute urgence et ce, afin de faire face au danger qui guette le pays avec un déboisement sans reboisement».

Selon le colonel Achour, que nous avons rencontré, il y a quelques jours à l'occasion de la signature de la convention entre la direction générale des douanes et la direction générale de la Protection civile, «on pourrait pourtant sensiblement limiter la propagation de ces feux de forêt en leur imposant des travaux d'entretien».

Pour ce cadre de la Protection civile, «le manque de pistes, de



Photo : DR

**La Protection civile a mobilisé 40% de son effectif pour venir à bout de ces incidents.**

points d'eau, de tranchées et autres aménagements, sont autant de lacunes dont souffrent nos espaces forestiers».

En somme, pour les soldats du feu, la mobilisation est totale et

«tant que le spectre des grandes chaleurs n'est pas évacué, la direction générale va maintenir ses unités opérationnelles en état d'alerte maximale».

**A. B.**

## SAISON ESTIVALE

# Même nocifs pour la santé, les produits contrefaits largement sollicités

**En dépit de leur dangerosité reconnue sur la santé du consommateur, les articles contrefaits parmi les plus utilisés durant la saison estivale, à l'instar des lunettes de soleil ou des produits de bronzage, demeurent très répandus sur le marché national et largement sollicités par les Algériens.**

Faisant partie du paysage extérieur des villes algériennes, le phénomène de l'étalage d'articles divers à même le sol, sur des trottoirs censés être réservés exclusivement aux piétons, semble avoir encore de beaux jours devant lui, tant il semble faire le bonheur d'une large proportion de consommateurs.

Peu regardants sur les conséquences redoutables de ces produits sur leur santé, ces derniers sont en priorité soucieux de faire de «bonnes affaires» eu égard aux prix sensiblement bas proposés par ceux qui s'improvisent vendeurs.

Les tarifs de ces articles renseignent sur leur piètre qualité mais sont un argument suffisant pour être écoulés aisément : pour moins de 500 DA, on peut se procurer une paire de lunettes de soleil, déclinées sous leurs différents modèles et formes et se voulant le plus imitatives des labels internationaux d'origine, lesquels sont conçus selon des normes de sécurité bien strictes afin de protéger contre l'exposition aux rayons ultraviolets (UV).

«C'est beaucoup moins cher que ce qui se vend chez l'opticien ou en vitrine», s'accordent à argumenter de nombreux usagers de ce type de marchandise, reconnaissant reléguer la préoccupation de leur santé au second plan, car

n'ayant «pas le choix». «Je ne peux me permettre d'acquérir une paire de lunettes à plus de 20 000 DA, aussi esthétique et sécurisée soit-elle», argumente Malika, une jeune cliente, croisée devant un étal aménagé sur l'un des trottoirs de la place bruyante des Trois-Horloges, à Bab-el-Oued.

Affairée à sélectionner celle qui convient le mieux à la forme de son visage, elle explique qu'après avoir perdu récemment une paire chèrement payée, elle n'a plus les moyens d'en renouveler une de même qualité.

«Comment voulez-vous qu'un père de famille comme moi ayant 5 enfants en charge puisse-t-il se permettre l'achat d'une paire de lunettes à un prix pouvant nourrir ma famille pendant des jours ?» s'exclame, de son côté, Mohamed, en quête de cet article «pourtant indispensable» en ces jours fortement ensoleillés. Il a fini par en acquérir une paire à la modique somme de 400 DA, après avoir négocié une ristourne auprès du même vendeur.

«Je ne m'aventure jamais à acquérir ce genre d'articles quel qu'en soit le prix à payer», s'exclame Salim, un quadragénaire à l'apparence très soignée.

Il explique qu'«il ne s'agit nullement de frimer en s'affichant avec telle ou telle marque de lunettes, mais d'un souci de santé, de

confort et de bonne qualité». Quant à savoir la provenance initiale de cette marchandise, les vendeurs qui en ont été interrogés confirment ce qui relève du domaine public, à savoir son origine chinoise : «Je m'y rends moi-même régulièrement, j'en ramène par containers», lâche un jeune vendeur à la place des Martyrs. Il désigne les deux boutiques qu'il loue non loin de là, rue Bab-Azzoun, et se félicite d'exercer un commerce «rentable».

Plus généralement, explique-t-il, les vendeurs de ces articles, comme pour d'autres, se les procurent de main en main, tout en s'assurant une certaine marge de bénéfice.

### Un danger pouvant conduire... à la cécité

L'opticien Sofiane Abbela est catégorique. Le danger des lunettes de soleil, à la monture et aux verres non traités, peut se manifester dans les heures qui suivent leur port : «Ces lunettes sont très nocives, la pupille s'ouvrant lorsqu'il s'agit de verres non traités. Il faut savoir que bien voir avec ne signifie pas que la vue est corrigée.

A la longue, les dommages sont irréversibles et peuvent provoquer même la cécité. Ce qui revient à dire que l'on perd beaucoup plus que ce que l'on croit gagner», assure ce dernier, comptant parmi les spécialistes exerçant dans le populaire quartier de Bab-el-Oued.

Il met en garde également contre la matière plastique recyclable avec laquelle sont conçues

les montures des lunettes de soleil et de vue. Ce qui n'est pas sans risques également pour la peau, notant que «souvent, des personnes âgées souffrant de presbytie les achètent d'elles-mêmes alors qu'il est recommandé de passer d'abord par un ophtalmologue qui prescrit le type de verres adaptés et qu'il convient de se procurer auprès d'un opticien».

Le spécialiste explique que les verres traités ont des propriétés anti-allergiques et anti-bactériques avec une garantie d'une année et un numéro de série affichant leur traçabilité. Dans son local, les montures sont cédées entre 3 400 et 6 000 DA alors que les verres varient de 800 à 1 800 DA.

«Pour réduire la facture, 80% de ma clientèle recourt à une astuce : acheter une monture bas de gamme et se procurer les verres ici, les risques demeurent néanmoins d'un point de vue dermatologique», observe-t-il.

Il souligne que si, de par le monde, la monture est essentiellement fabriquée en Chine, le danger pour un pays comme l'Algérie est que la marchandise qui y est importée est de qualité médiocre et, par conséquent, exposant les utilisateurs à divers risques sur leur santé.

«J'ai ouïe-dire que dans certaines wilayas, des confrères se sont organisés en associations pour défendre les intérêts de la profession, en sensibilisant les citoyens sur les dangers des produits contrefaits», affirme-t-il, exprimant le souhait que l'initiative soit généralisée à l'échelle nationale.

### Des articles de bronzage tout aussi... douteux

Pour être très demandés en été, les huiles et autres laits de bronzage exposent, à leur tour, les usagers à des risques certains.

Dans le lieu-dit «Zoudj Aayoun», dans la Basse-Casbah, sont vendues diverses gammes de ces articles, à des prix alléchants, allant de 400 à 1 000 DA. Certaines reproduisant les franchises mondialement notoires, tandis que d'autres sont moins connues.

«La demande est très forte pour ces articles et la plupart des clients nous demandent les prix les plus bas arguant du fait que, de toutes façons, ils ne s'en servent que durant la saison estivale», explique un des jeunes vendeurs qui, pour attirer un maximum d'acheteurs, étale à la criée ses tarifs.

Une virée dans l'une des échoppes principales du quartier de Bab-el-Oued, spécialisée en cosmétiques, permet de réaliser la différence considérable en qualité, à travers les tarifs qui y sont pratiqués. De 1 300 DA pour les moins chers à plus de 2 000 DA pour certaines marques, ce qui n'est pas sans rassurer sur l'origine des produits.

«Souvent, les personnes adultes recherchent des lotions de bronzage pour leurs enfants, considérant qu'ils n'ont pas le droit de prendre des risques sur leur santé, tandis que pour leur propre usage, ils sollicitent les produits les moins coûteux», indique le préposé à la caisse.

**APS**